

Lettre mensuelle du SFP Aux agents de l'administration de la Polynésie française

Avril 2023
Elections territoriales

Cette lettre mensuelle vous est transmise un peu tardivement car nous attendions le résultat du second tour des élections territoriales pour la diffuser.

Comme la très grande majorité d'entre vous, notre regard était porté sur ces élections dont le second tour s'est achevé dimanche 30 avril.

Les urnes ont parlé

Le vote a donc consacré la victoire du Tavini sur la base d'un programme particulièrement social porté par un certain renouveau de la classe politique indépendantiste. Avec humilité et discrétion, Monsieur TEMARU s'est effacé de cette campagne, laissant la place à des visages nouveaux ainsi que des discours plus apaisés et consensuels de la part de celui annoncé comme le prochain président de la Polynésie française.

En face, deux visions « autonomistes » se sont affrontées. Le Tapura faisait de la défense de l'autonomie son seul programme tandis que le A here ia Porinetia de Madame SANQUER et

Monsieur LAUREY, proposaient également un programme sérieux à vocation sociale et économique.

L'alliance du second tour entre le Tapura et le Amuitahiraa avec pour seul programme la défense de l'autonomie contre un risque inexistant d'indépendance, n'a pas convaincu les électeurs. Et pour cause, l'indépendance ne faisait pas partie du débat de la campagne.

Les électeurs sont souvent plus éclairés que les politiciens ne le pensent. Le Amuitahiraa et le Tavini portent in fine tous les deux un projet d'indépendance.

Celui du Tavini passe par un référendum, et donc une adhésion populaire. La vision « souverainiste » de Gaston FLOSSE, semble quant à elle imposée à la population par la voie d'une nouvelle évolution statutaire. Or le mot « souverainiste » trouve sa racine dans le mot « souverain » qui désigne « *une personne qui exerce le pouvoir suprême, un monarque, un roi, un empereur* ».

Les électeurs ont alors peut-être tout simplement compris que la vision « indépendantiste » portée par le Tavini semblait plus respectueuse des règles démocratiques et constitutionnelles...

Cette alliance de second tour démontrait l'avidité pour le pouvoir d'une classe politique, ce que précisément les électeurs avaient sanctionné aux législatives, puis lors du premier tour des territoriales.

Désormais, vous
pouvez soutenir
notre action
syndicale en
quelques clics

Scannez
Le QR Code



BP 42105- Papeete
sfppolynesie@gmail.com

+33(0)6 48 66 63 68 (Olivier) - 89 73 31 61 (Christophe) - 87 26 32 39 (Hervé)



<https://sfppolynesie.org>

Syndicat de la Fonction Publique

Un débat institutionnel dont personne ne veut entendre parler pour le moment

Il ressort ainsi de ce scrutin que 61,5 % des électeurs voulaient entendre parler d'autre chose que des problèmes statutaires et du clivage sempiternel entre « indépendantistes » et « autonomistes ».

Le coût de la vie, le pouvoir d'achat, l'emploi, la difficulté pour les jeunes de se projeter dans l'avenir, la précarité, la difficulté de se loger, autant de thèmes qui préoccupent avec rationalité les polynésiens.

Le débat institutionnel n'intéresse plus personne car celui-ci ne réglera pas les problèmes que les gens rencontrent au quotidien.

L'analyse des résultats par les représentants du Tapura / Amuitahiraa a démontré leur déni de réalité et leur profond décalage avec la population. En boucle, ils n'ont cessé de répéter comme seul commentaire que les autonomistes restaient majoritaires, ne comprenant pas que cette problématique n'est plus la priorité des électeurs.

Le mépris de la précédente majorité dont nous nous sommes fait l'écho à de très nombreuses reprises, s'est révélé le même pour les problèmes quotidiens de nos concitoyens. Sans doute est-ce aussi cette attitude qui a été sanctionnée.

Dès lors, nous adressons publiquement nos félicitations aux nouveaux élus de Tarahoi et nos encouragements au futur gouvernement.

Notre syndicat sera toujours un partenaire de dialogue pour réformer notre administration. Nous l'étions avec l'ancienne majorité mais celle-ci refusait toute discussion. Sur ce point, les premiers mots du futur Président sont encourageants.

Notre lettre ouverte

Durant l'entre-deux tours, nous avons adressé une lettre ouverte aux candidats afin de connaître leur analyse et leurs propositions sur dix problématiques :

1. Etes-vous favorable à la transparence de l'administration vis-à-vis des agents qui la composent, mais également de tout concitoyen ? Si oui, comment comptez-vous la garantir ?
2. Quelles réformes proposeriez-vous pour mettre fin à l'instrumentalisation de notre administration ?
3. Comment comptez-vous résorber l'importante perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires territoriaux ?
4. Comment pensez-vous résoudre le problème des inégalités flagrantes qui pèsent dans notre administration ?
5. Comptez-vous réellement donner la priorité à l'emploi local ?
6. Etes-vous déterminé à mettre fin à l'intégration, sur simple demande, des Fonctionnaires d'Etat Détachés dans notre Administration, comme cela fut rendu possible en 2022 ?
7. Comptez-vous développer le télétravail dans notre administration ?
8. Selon vous, les chefs de service sont-ils passibles de sanctions devant une commission de déontologie indépendante lorsqu'ils dérogent aux règles administratives ou lorsqu'ils ne remplissent pas leurs obligations ?
9. Etes-vous favorable à la création d'une instance de règlement amiable des litiges ?
10. Comment pensez-vous redonner de la motivation à bien des agents publics aujourd'hui blasés par tant de partialité ?

Si ces questions ne couvrent pas toutes les vicissitudes rencontrées dans notre administration, elles permettent de subodorer le cadre « délabré » dans lequel les agents publics évoluent depuis des années. Ces questions sont, d'une certaine façon, le reflet

des difficultés que l'ancienne majorité aura bien souvent créées puis laissées en suspens...

Nous n'attendions aucune réponse du Tapura, puisque nos interrogations résultaient, in fine, de leurs dix dernières années de gestion.

Nous étions en revanche bien plus soucieux de connaître la vision des deux autres listes. A ce jour nous n'avons donc aucune idée du positionnement du A here ia Porinetia sur ces problématiques.

En revanche, les premières déclarations de Monsieur BROTHERTON lors de la matinale de Polynésie 1^{ère}, laissent entendre qu'il a lu attentivement nos questions, et qu'il a pris la mesure de la nécessité de réformer et de rétablir le dialogue social. Nous ne pouvons qu'espérer voir se concrétiser ces annonces.

Un ouvrage en lecture chez un éditeur

En l'absence du moindre échange avec la précédente majorité, et devant son refus d'ouvrir toute forme de discussion, nous avons rédigé un ouvrage sur l'état de la fonction publique.

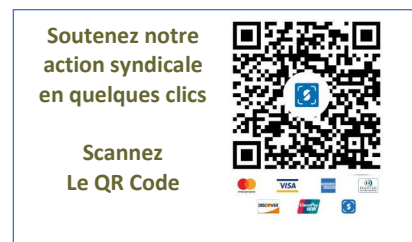
Le manuscrit est prêt depuis la fin de l'année 2022, mais par souci de neutralité durant cette campagne, nous avons pris soin de ne surtout pas le publier au milieu des débats.

Quelle que soit la majorité au pouvoir, nous souhaitons avant tout un dialogue social sincère et fructueux. Nous souhaitons du respect et de l'honnêteté. Nous aspirons à ce

que le devenir de notre administration soit abordé sans filtre, sans arrières pensées, avec le seul désir d'offrir un meilleur cadre de travail aux agents publics et un meilleur service à nos concitoyens.

Nous désirons des relations apaisées avec notre tutelle, au travers desquelles l'intérêt des agents publics ainsi qu'une vision collective priment sur les petits arrangements entre amis et les projets de textes destinés à favoriser l'avenir de bons vassaux.

Nous vous rappelons que nous sommes à votre disposition pour tout problème que vous pourriez rencontrer, que vous soyez affilié(e) ou non à notre centrale.



Très cordialement

Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and lines.

Olivier Champion